



**Décision d'examen au cas par cas n° 2022-6598
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2022-6598, déposé complet le 13 octobre 2022, par la SCEA des Buissons, relatif au projet de réalisation trois forages d'essais agricole, sur les communes d'Englebelmer (site 1), Auchonvillers (site 2) et Bouzincourt (site 3), dans le département de la Somme ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 2 novembre 2022 ;

Vu la décision tacite de soumission à étude d'impact du 16 novembre 2022 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer trois forages d'essais agricole de 70 à 80 mètres de profondeur pour irriguer 43 hectares de culture (dont 28 hectares de pommes de terre et 15 hectares pour les légumes), relève de la rubrique 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

Considérant que les forages d'essais s'implanteront par ordre de priorité sur la parcelle ZK 81 pour d'Englebelmer, ZI 105 pour Auchonvillers et ZA 70 pour Bouzincourt et que le premier essai concluant sera retenu pour le pompage ;

Considérant que le forage retenu permettra de prélever dans la nappe phréatique un volume annuel maximal de 92 000 m³ ;

Considérant que le projet d'exploitation prévoit un pompage étalé de juin à août, avec un débit de 100 à 120 m³ par jour, et 20 heures maximum par jour ;

Considérant que la nappe de la craie libre du Sénonien qui sera captée par le projet fait déjà l'objet de nombreux prélèvements, que la création d'autres forages dans le secteur portant sur la même ressource sont prévus dont les incidences doivent être étudiées et qu'il convient d'étudier les caractéristiques de cette nappe notamment son comportement hydraulique et ses capacités de recharge ;

Considérant que les projets de forages sont projetés dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Somme Aval, bassin versant de l'Ancre (communes de Auchonvillers et Bouzincourt), et dans le périmètre du SAGE de la Somme Aval, bassin versant de l'Hallue (commune d'Englebelmer) et que ses secteurs sont en tension quantitative à moyen terme ;

Considérant qu'il est nécessaire d'évaluer l'incidence des prélèvements projetés sur cette nappe, en lien avec sa capacité de rechargement et en prenant en compte le changement climatique ;

Considérant que les besoins en eau d'irrigation, et donc le cas échéant, les choix d'assolement, doivent être questionnés au regard de l'impact du changement climatique ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission du 16 novembre 2022 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de réalisation de trois forages d'essais agricole, sur les communes d'Englebelmer, Auchonvillers et Bouzincourt, dans le département de la Somme, déposé par la SCEA des Buissons, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 18 novembre 2022

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).